JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél 21-37-18 - 21-61-08 — FAX (228) 21-61-07 — LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	2.300	4.500	1.250	2.350	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres pays d'expression française 150 frs Etranger : Port en sus Les numéros spéciaux 200 frs					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :
GABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1993

1 ^{er} sep. — Décret n° 90/PR — portant création d'un Tribunal de 1 ^{re} Instance de 3 ^e classe.....	34
8 sep. — Décret n° 91/PR — Rectifiant les Circonscriptions Electorales dans les Préfectures du Haho et de Tône.....	34

PRIMATURE

1993

3 sep. — Décret n° 52/PMRT — portant intérim du ministre de l'Equipement et des Mines.....	35
3 sep. — Décret n° 53/PMRT — portant intérim du ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération.....	35

3 sep. — Décret n° 54/PMRT — portant intérim du ministre du Développement Rural, de l'Environnement et du tourisme.....	36
---	----

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA SECURITE

Rectificatif à un précédent arrêté portant nomination.....	36
--	----

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1993

7 sep. — Arrêté n° 64/MEF/DE — portant création d'un Comité de Suivi des Allocations de devises aux voyageurs.....	36
8 sep. — Arrêté n° 68/MEF — portant attribution d'indemnités spéciales de fonction aux membres de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême.....	37

MINISTERE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant absence irrégulière, rappel à l'activité, intégrations, nominations, admission à la retraite, titularisation.....	37
Arrêté n° 48/METFP du 25 mai 1993 portant nomination (rectificatif).....	40
Arrêté n° 322/METFP du 19 août 1993 portant nomination (rectificatif).....	40

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT

Arrêté portant nomination de l'agent comptable du cabinet du ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat.....	40
--	----

MINISTERE DU BIEN-ETRE SOCIAL, DE LA
SOLIDARITE NATIONALE ET DES DROITS DE L'HOMME

Décision portant nomination..... 41

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1993

7 sep. — Arrêté n° 65/MEF/CR — portant concession d'une pension de retraite à M. KARIYIARE Tambaté..... 41

7 sep. — Arrêté n° 66/MEF/CR — portant concession d'une pension de retraite à M. KUEGAH Adadégan Chouchoudar..... 41

7 sep. — Arrêté n° 67/MEF/CR — portant concession d'une pension de retraite à M. EZIN Koffi Séna..... 41

8 sep. — Arrêté n° 71/MEF/CR — portant concession d'une pension de retraite à M. BIKALA Bawal..... 41

14 sep. — Arrêté n° 72/MEF/CR — portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu EDJEU Abalo..... 41

14 sep. — Arrêté n° 73/MEF/CR — portant concession de pension aux ayants-cause de feu ANKU Ezu Komla..... 42

14 sep. — Arrêté n° 74/MEF/CR — portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu AMEGANVI Knéssan (Jean)..... 42

Décision portant approbation de rôles..... 42

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS**

DECRETS

DECRET n° 93-090/PR du 1^{er} septembre 1993 — portant création d'un Tribunal de 1^{re} Instance de 3^e classe.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE,

Vu la constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 152 ;

Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire modifiée par la loi n° 81-03 du 30 mars 1981 ;

Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des magistrats qui y sont attachés ;

Sur rapport du Garde des Sceaux, ministre de la Justice ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Il est créé un Tribunal de première instance de troisième classe ayant son siège à Pagouda et comme ressort, la préfecture de la Binah.

Art. 2 : Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise*.

Fait à Lomé, le 1^{er} septembre 1993

Général Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Joseph Kokou KOFFIGOH

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Arégba POLO

DECRET n° 93-091/PR — rectifiant les Circonscriptions Electorales des Préfectures du Haho et de Tône.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE,

Vu la constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 152 ;

Vu la loi n° 92-002 du 8 juillet 1992 portant Code Electoral, notamment en son article 153 ;

Vu l'ordonnance n° 93-02 du 16 avril 1993 modifiant et complétant certaines dispositions du Code Electoral ;

Vu le décret n° 93-088 du 5 mai 1993 portant convocation du corps électoral en vue des élections législatives ;

Sur rapport conjoint du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité chargé des consultations électorales ;

Le conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier : Le décret n° 93-070/PR du 2 juin 1993 portant création des circonscriptions électorales dans le cadre des élections législatives est ainsi rectifié en ce qui concerne les préfectures du Haho et de Tône :

Région des Plateaux**Préfecture du Haho**

1^{re} circonscription électorale : Haho-Nord — comprenant les cantons de Wahala, Asrama et Ayito.

2^e Circonscription électorale : Haho-Sud — comprenant le canton de Notsé.

Région des Savanes**Préfecture de Tône**

1^{re} circonscription électorale : comprenant la Commune de Dapaong et les cantons de Dapaong et Kourientre.

2^e Circonscription électorale : comprenant les cantons de Bidjenga, Pana, Kantindi, Korbongou et les villages de Kpendjaga.

3^e Circonscription électorale : comprenant les cantons de Nioukpourma, Lotogou, Tami, Warkambou, Naki-Ouest et Nanergou.

4^e Circonscription électorale : comprenant les cantons de Nadjoundi, Timbou, Biankouri, Cinkasse et les villages autonomes de Boade, Gnoaga et Goulougoussi.

Le reste sans changement.

Art. 2 : Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité chargé des consultations électorales sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise* selon la procédure d'urgence.

Fait à Lomé, le 8 septembre 1993

Général Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Joseph Kokou KOFFIGO

Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

Combévi Georges AGBODJAN

Le Secrétaire d'Etat chargé des consultations électorales

Boukari TABIOU.

Primature

DECRET n° 93-052/PMRT du 3 septembre 1993 — portant intérim du ministre de l'Équipement et des Mines

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la constitution du 14 octobre 1992, en son article 152,

Vu le décret n° 93-001/PR en date du 18 janvier 1993 portant nomination du Premier Ministre,

Vu le décret n° 93-002/PR en date du 12 février 1993 portant composition du gouvernement de crise,

DECRETE :

Article premier : Pendant l'absence de M. Yao Tété Mawussey ATIKPO, ministre de l'Équipement et des Mines, M. Do-Franck Faako FIANYO, ministre de l'Économie et des Finances, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise*.

Fait à Lomé, le 3 septembre 1993

Joseph Kokou KOFFIGO

DECRET n° 93-053/PMRT du 3 septembre 1993 — portant intérim du ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la constitution du 14 octobre 1992, en son article 152,

Vu le décret n° 93-001/PR en date du 18 janvier 1993 portant nomination du Premier Ministre,

Vu le décret n° 93-002/PR en date du 12 février 1993 portant composition du gouvernement de crise,

DECRETE :

Article premier : Pendant l'absence de M. Ouattara Fambaré NATCHABA, ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération, M. Payadowa BOUKPESSI, ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise*.

Fait à Lomé, le 3 septembre 1993

Joseph Kokou KOFFIGO

DECRET n° 93-054/PMRT du 3 septembre 1993 — portant intérim du ministre du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la constitution du 14 octobre 1992, en son article 152 ;

Vu le décret n° 93-001/PR en date du 18 janvier 1993 portant nomination du Premier ministre,

Vu le décret n° 93-002/PR en date du 12 février 1993 portant composition du gouvernement de crise,

DECRETE :

Article premier : Pendant l'absence de M. Nicolas Kossi NOMEDJI, ministre du Développement Rural, de l'Environnement et du Tourisme, M. David Kweku Mensa SIMONS de FANTI, ministre du Commerce et des Transports, est chargé d'assurer l'intérim.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise*.

Fait à Lomé, le 3 septembre 1993

Joseph Kokou KOFFIGOH

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA SECURITE

Rectificatif

RECTIFICATIF du 8/9/93 à l'arrêté n° 088/MATS du 4 août 1993, portant nomination dans le corps des gradés et gardiens de la paix.

Au lieu de :

Le fonctionnaire de Police KAMASSAH Koami est nommé dans le corps des gradés et gardiens de la paix en qualité d'élève-gardien de la paix, catégorie D, indice 300 (section 15 - chapitre 22 du budget général) à compter du 7 décembre 1992.

Lire :

Le fonctionnaire de Police KAMASSAH Koami, est nommé dans le corps des gradés et gardiens de la paix en qualité d'élève-gardien de la paix, catégorie D, indice 300 (section 15 - chapitre 22 du budget général) à compter du 3 septembre 1992.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE n° 064/MEF/DE du 7 septembre 1993 — portant création d'un Comité de suivi des Allocations de devises aux voyageurs.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Vu la constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992, en son article 152 ;

Vu le décret n° 93-002/PR du 12 février 1993 portant formation du gouvernement de crise ;

Vu l'ordonnance n° 27 du 28 juin 1967 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Vu le décret n° 68-216 du 24 décembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger ;

Vu la circulaire n° 001/MEF/DE du 13 août 1993, relative à la délivrance des allocations en devises et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs ;

Vu la lettre n° 03003/ET/BP du 9 août 1993 de l'Agence Principale de la BCEAO, proposant la création d'un comité de suivi des allocations de devises aux voyageurs ;

ARRETE :

Article premier : Il est créé un "Comité de suivi des allocations en devises aux voyageurs", placé sous l'autorité du ministre de l'Economie et des Finances.

Art. 2 : Le Comité est chargé du suivi de l'application des dispositions de la circulaire n° 001/MEF/DE du 13 août 1993 relative à la délivrance des allocations en devises et au contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les voyageurs.

Art. 3 : Le Comité est composé comme suit :

- Le directeur de l'Economie ou son représentant, Président ;
- Le directeur général des douanes ou son représentant, membre ;
- Le directeur de la Sûreté nationale ou son représentant, membre ;
- Le président de l'Association Professionnelle des banques ou son représentant, membre ;
- Le directeur national de la BCEAO ou son représentant, membre.

Le secrétariat du Comité est assuré par la BCEAO.

Art. 4 : Le Comité se réunit une fois par mois, dans les locaux de l'Agence principale de la BCEAO, suivant les diligences de son secrétariat, en vue de produire un rapport aux autorités monétaires sur l'exécution des dispositions de la circulaire et ses conséquences sur les agrégats macroéconomiques.

Art. 5 : Le Comité peut, ponctuellement, faire appel à toute personne dont la compétence peut être utile à la réalisation de sa mission.

Art. 6 : Le Comité fixe par un règlement intérieur les modalités de son fonctionnement.

Art. 7 : Le directeur de l'Economie, le directeur général des Douanes, le directeur de la Sûreté nationale et le directeur national de la BCEAO sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise*.

Fait à Lomé, le 7 septembre 1993

Do Franck Faako FIANYO

ARRETE n° 068/MEF du 8 septembre 1993 — portant attribution d'indemnités spéciales de fonction aux membres de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 octobre 1992, notamment en son article 152 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969 portant application du statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 68-137/MFP du 3 JUILLET 1968 instituant des indemnités de fonction et portant fixation d'un plafond pour les autres indemnités ;

Vu le décret n° 73-149 du 31 juillet 1973 modifiant certaines dispositions du décret n° 68-137/MFP du 3 juillet 1968 et établissant la liste des bénéficiaires de l'indemnité de fonction ;

ARRETE :

Article premier : Il est attribué aux membres de la Chambre Constitutionnelle de la Cour Suprême des indemnités de fonction aux taux fixés comme suit :

Président	100 000
Membre non fonctionnaire	220 000
Membre fonctionnaire	75 000
Procureur Général	75 000

Art. 2 : Il est également attribué au Secrétaire Général et au Greffier en chef de la Chambre Constitutionnelle de la Cour

Suprême une indemnité spéciale de fonction au taux mensuel de 20 000 F chacun.

Art. 3 : Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés sera publié au *Journal Officiel de la République togolaise*.

Fait à Lomé, le 8 septembre 1993

Do Franck Faako FIANYO

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA
FONCTION PUBLIQUE

Absence irrégulière

Arrêté n° 352/METFP du 2 septembre 1993 — Sont rapportés en ce qui concerne les enseignants ci-après désignés, relevant du ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique les arrêtés nos 1009 et 1177/METFP des 7 novembre 1979 et 25 août 1982 portant licenciement.

- AMAGLI-DANDJEIN Folly, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire.
- EKUE-TOSSE K. Futah, instituteur adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire.

Est constatée à compter des dates suivantes l'absence irrégulière des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

20 septembre 1979

- AMAGLI-DANDJEIN Folly, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire précédemment en service au CEG de Tokoin

25 août 1982

- EKUE-TOSSE K. Futah, instituteur adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire précédemment en service au CEG de Komah (Sokodé)

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 353/METFP du 2/9/93 — Les agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 352/METFP du 2 septembre 1993 sont rappelés à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique.

— AMAGLI-DANDJEIN Folly, instituteur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire précédemment en service au CEG de Tokoin

— EKUE-TOSSE K. Futah, instituteur adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire précédemment en service au CEG de Komah (Sokodé).

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service des intéressés.

Arrêté n° 356/METFP du 3 septembre 1993 — Est rapporté en ce qui concerne M. YODO Anani, n° mle 035574-G, l'article 2 de l'arrêté n° 710/MTFP du 26 septembre 1990, portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

M. YODO Anani, n° mle 035574-G, comptable de 2^e classe 2^e échelon (cat. B - indice 850), titulaire de la maîtrise sciences économiques (option : gestion), session de septembre 1989 est intégré dans la catégorie A2 en qualité de comptable de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 1100) à compter du 1^{er} octobre 1989 et conserve son affectation actuelle (section 9, chapitre 27 du budget général).

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 1200) à compter du 1^{er} octobre 1991.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 6 juillet 1992.

Arrêté n° 358/METFP du 3 septembre 1993 — M. DIZEWE Kossi Bawoumondou, n° mle 034173-F, attaché d'Administration de 2^e classe 4^e échelon (cat. A2- indice 1400) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale titulaire du diplôme de l'Institut International d'Administration Publique à Paris (France) à la suite d'une mise en position de stage d'une durée de douze (12) mois en France, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'administrateur civil 2^e échelon (cat. A1 - indice 1450) à compter du 5 juillet 1993 date de retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 19 chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 5 septembre 1991 date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

Arrêté n° 365/METFP du 7 septembre 1993 — M. AZOVIDE Yao Séwou, n° mle 020110-Q, ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe 4^e échelon (cat. A2- indice 1400) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplô-

me de spécialisation post-universitaire du centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes de Montpellier (France), à l'issue d'une mise en position de disponibilité sans traitement pour études d'une durée de deux (2) ans, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2^e classe 2^e échelon (cat. A1 - indice 1450) à compter du 26 décembre 1988, date de son rappel à l'activité et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 29 du budget général) AC : 2 mois 18 jours.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 08-10-90 — ingénieur d'agriculture de 2^e classe 3^e échelon (AC : néant)
- 08-10-92 — ingénieur d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon (indice 1750).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 19 juin 1992.

Arrêté n° 370/METFP du 9 septembre 1993 — M. BOKO Badayhen, n° mle 036204-E, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (cat. B - indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence es-lettres (options : histoire) est intégré dans la catégorie A2 en qualité de professeur d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) et conserve son affectation actuelle (section 27, du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste d'affectation.

Nominations

Arrêté n° 357/METFP du 3 septembre 1993 — M. KOSSI Komi Ayayi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (Bac A4) et de la licence es-lettres (option : sociologie) est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (cat. B - indice 850) et reste mis à la disposition de la Primature (section 5, chapitre 11 du budget général).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 363/METFP du 7 septembre 1993 — Les candidats ci-après désignés, sont nommés dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité

d'administrateurs civils 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300) à compter du 21 septembre 1988 et mis à la disposition du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle :

— KUADJOVI-AYEDEU Kuaku : BAC + DEA + DESS (option : planification, prévision et contrôle de gestion)

— SIBABI Dikéni : BAC + maîtrise en sciences économiques + DESS "Aménagement du territoire et économie du développement local".

Les émoluments des intéressés seront supportés jusqu'au 31 décembre 1994 par le crédit IDA de la Banque Mondiale n° 2174 TO et à partir du 1^{er} janvier 1995 par le budget général, section 29, chapitre 17.

Arrêté n° 364/METFP du 7 septembre 1993 — M. EGUIDA Kossi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du diplôme d'ingénieur des travaux statistiques de l'Institut Africain et Mauricien de Statistique et d'Economie Appliquée de Kigali (Rwanda), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'ingénieur des travaux statistiques de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1200) à compter du 21 septembre 1988 et mis à la disposition du ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Les émoluments de l'intéressé seront supportés jusqu'au 31 décembre 1994 par le crédit IDA de la Banque Mondiale n° 2174 TO et à partir du 1^{er} janvier 1995 par le budget général, section 29, chapitre 17.

Arrêté n° 368/METFP du 9 septembre 1993 — Les agents ci-après désignés, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D - indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (section 15, chapitre 22 du budget général) :

MM. ATCHOU TEVI Mensah
MOUZOU Agobadoh.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 371/METFP du 13 septembre 1993 — Est rapporté l'arrêté n° 802/MEP du 11 novembre 1974, portant nomination de M. WOEDEME Komi Eményo.

M. WOEDEME Komi Eményo, n° mle 021668-W, titulaire du diplôme de l'Institut Panafricain pour le Développement de

Douala (Cameroun) est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 30 septembre 1974, date de prise de service de l'intéressé et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 27 du budget général).

M. WOEDEME Komi Eményo, n° mle 021668-W, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 30 septembre 1975 (AC 1 an).

La situation administrative de l'intéressé est révisée comme suit :

- 30-09-76 — technicien supérieur de développement de 2^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 30-09-78 — technicien supérieur de développement de 2^e classe 3^e échelon
- 30-09-80 — technicien supérieur de développement de 2^e classe 4^e échelon (indice 1400).

M. WOEDEME Komi Eményo, n° mle 021668-W, technicien supérieur de développement de 2^e classe 4^e échelon (indice 1400) titulaire du diplôme de conseiller principal de jeunesse et d'animation de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports de Yaoundé, à l'issue d'un stage de formation professionnelle en République Unie du Cameroun, est intégré dans la catégorie A1 en qualité de conseiller de jeunesse et d'animation de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1300) à compter du 11 juillet 1981, date de retour du stage et mis à la disposition du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs (section 37, chapitre 27 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. WOEDEME Komi Eményo est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. WOEDEME Komi Eményo, n° mle 021668-W, conseiller de jeunesse et d'animation de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 11 juillet 1982 (AC : 1 an).

La situation administrative de l'intéressé est régularisée comme suit :

Catégorie A2

- 30-09-80 — technicien supérieur de développement de 2^e classe 4^e échelon

Catégorie A1

- 11-07-82 — conseiller de jeunesse et d'animation de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 9 m 11 j
- 30-09-82 — conseiller de jeunesse et d'animation de 3^e classe 2^e échelon (AC : néant)

- 30-09-84 — conseiller de jeunesse et d'animation de 3^e classe 3^e échelon
- 30-09-86 — conseiller de jeunesse et d'animation de 3^e classe 4^e échelon
- 30-09-88 — conseiller de jeunesse et d'animation de 2^e classe 1^{er} échelon
- 30-09-90 — conseiller de jeunesse et d'animation de 2^e classe 2^e échelon
- 30-09-92 — conseiller de jeunesse et d'animation de 2^e classe 3^e échelon (indice 2200).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 13 octobre 1992.

Admission à la retraite

Arrêté n° 360/METFP du 7 septembre 1993 — M. DANTEY Koffi Nyaku, n° mle 009313-K, magistrat de 1^{er} grade de CE du cadre des fonctionnaires de la magistrature est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1993 pour limite d'âge.

Arrêté n° 361/METFP du 7 septembre 1993 — M. PEDANOU Kodjovi, n° mle 005547-D, magistrat de 1^{er} grade de classe exceptionnelle, du cadre des fonctionnaires de la magistrature en service à la Cour Suprême de Lomé, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} juillet 1993 pour limite d'âge.

Titularisation

Arrêté n° 359/METFP du 3 septembre 1993 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 7 octobre 1992 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Administrateur civil de 2^e échelon (cat. A1 indice 1450)

— SAMBO Assèwèssè Outouloum, n° mle 037995-Z

Administrateur civil de 1^{er} échelon (cat. A1 indice 1300)

— ADADOH Kwami, N° mle 037900-N

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 2/9/93 à l'arrêté n° 048/METFP du 25 mai 1993 portant nomination.

Au lieu de :

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Lire :

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 17 février 1992.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 03/9/93 à l'arrêté n° 322/METFP du 19 août 1993 portant nomination.

ARRETE

Au lieu de :

M. YEBLI Sibiti, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et de la licence en physique-chimie, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de l'enseignement général de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, chargé de l'enseignement technique et de la Formation professionnelle (section 27, chapitre 11 du budget général).

Lire :

M. YEBLI Sibiti, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et de la licence en physique-chimie, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des Collèges de l'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, chargé de l'enseignement technique et de la Formation professionnelle (section 27, chapitre 11 du budget général).

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETE D'ETAT

Nomination

ARRETE :

Arrêté n° 14/MISE/CAB du 6/9/93 — Mlle BAGNIOU Eyana, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon n° mle 032062-Q, est nommée agent comptable du cabinet du ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU BIEN-ETRE SOCIAL, DE LA
SOLIDARITE NATIONALE ET DES
DROITS DE L'HOMME

Nomination

Décision n° 24/MBESSN-DH du 3/9/93 — Est et demeure rapportée la décision n° 164/VP/MFEP/MF du 19 mars 1964 portant nomination d'un billeteur ;

M. ADONSOU Koffi Fafia, n° mle 029451-D, comptable mécanographe de 1^{re} classe 3^e échelon en service au ministère du Bien-Etre social, de la Solidarité nationale et des Droits de l'Homme (cabinet) est nommé comptable billeteur dudit ministère en remplacement de M; DZONOUKOU Komi Dokita, appelé à d'autres fonctions.

M. ADONSOU Koffi Fafia peut prétendre aux indemnités prévues par les textes en vigueur.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de permis de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 65/MEF/CR du 7/9/93 — La pension de retraite concédée par arrêté n° 005/MEF/CR du 4 janvier 1990 à M. KARIYIARE Tambaté, gardien de préfecture 1^{re} classe 6^e échelon du corps des gardiens de préfecture est suspendue pour compter du 1^{er} février 1992.

Arrêté n° 66/MEF/CR du 7/9/93 — La pension de retraite concédée par arrêté n° 823/MEF/CR du 27 août 1990 à M. KUEGAH Adadégan Chouchouard, gardien de préfecture 1^{re} classe 6^e échelon du corps des gardiens de préfecture est suspendue pour compter du 1^{er} février 1992.

Arrêté n° 67/MEF/CR du 7/9/93 — La pension de retraite concédée par arrêté n° 280/MEF/CR du 18 avril 1990 à M. EZIN Koffi Séna, gardien de préfecture 1^{re} classe 6^e échelon du corps des gardiens de préfecture est suspendue pour compter du 1^{er} février 1992.

Arrêté n° 71/MEF/CR du 8/9/93 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de QUATRE CENT CINQUANTE UN MILLE SEPT CENT CINQUAN-

TE SIX (451 756) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1988, de QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (474 344) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BIKALA Bawal, instituteur adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement général (indice 950), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BIKALA Bawal, instituteur adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon pour compter du 1^{er} janvier 1988 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Groundou, né le 12 octobre 1956
Ballam, né le 10 septembre 1963
Yadjabroum, né le 13 septembre 1966
Pounatou, né le 2 décembre 1969
Makan, né le 15 août 1970

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT DIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE UN (90 351) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1988 et à QUATRE VINGT QUATORZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE HUIT (94 868) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990.

BIKALA Bawal pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Bibime, née le 12 juillet 1972
Nada, né le 5 juin 1974
Sarka, né le 15 mai 1979
Dousan, née, le 26 juin 1980
Obé, née le 15 septembre 1982

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restantes dues par M. BIKALA Bawal au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 72/MEF/CR du 14/9/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve EDJEU Massahalo (née NABEDE), épouse de feu EDJEU Abalo, gardien de la paix 7^e échelon (indice 510, pourcentage 38 %) décédé en retraite le 12 mars 1991, une pension de veuve au montant annuel de QUATRE VINGT MILLE SIX CENT TRENE HUIT (80 638) FRANCS pour compter du 9 avril 1991.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins pour compter du 9 avril 1991 à chacun des enfants ci-après désignés (dans la limite de cinq (5) enfants) :

Essohana, née le 10 janvier 1975
 Essohanam, née le 10 janvier 1995
 Badayo, né le 1^{er} avril 1976
 Badaké, né le 10 mars 1978
 Mabè, née le 1^{er} février 1979
 Maliby, née le 6 novembre 1980
 Pyalo, née le 7 décembre 1980
 Binioube, née le 6 avril 1982
 Mazamasso, né le 30 novembre 1982
 Pitchè, né le 3 septembre 1984
 Bassoubassi, né le 15 juin 1985
 Ayaba, née le 19 mai 1986.

Le montant annuel de la pension allouée à l'article 2 ci-dessus est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) FRANCS par orphelin pour compter du 9 avril 1991 en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. EDJEU Simtchoko, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 73/MEF/CR du 14/9/93 — Il est attribué sur les fonds de Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ANKU Ama Enyonam née TSOGBE épouse de feu ANKU Ezu Komla, agent technique de santé de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la Santé publique (indice 1050, pourcentage 18 %) décédé en activité le 22 septembre 1987, une pension de veuve au montant annuel de SOIXANTE DIX HUIT MILLE SIX CENT QUARANTE DEUX (78 642) Francs pour compter du 5 février 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité au montant annuel de CENT DOUZE MILE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (112 344) Francs pour compter du 5 février 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de QUINZE MILE SEPT CENT VINGT HUIT (15 728) Francs pour compter du 5 février 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Koffi, né le 28 novembre 1976
 Edem Komla, né le 21 décembre 1982
 Kafui, née le 1^{er} mars 1985
 Amavi, née le 10 janvier 1987.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité au montant annuel de VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (22 468) Francs pour compter du 5 février 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. LAMEWONA Agbédzi, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 74/MEF/CR du 14/9/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve AMEGANVI Ablavi (née COOVI)
 Mme veuve AMEGANVI Kayissan (née ANANI)
 épouses de feu AMEGANVI Kuessan (Jean), brigadier-chef 3^e échelon (indice 950, pourcentage 65 %) en retraite, décédé le 25 janvier 1991, une pension de veuve au montant annuel de CENT VINGT HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (128 468) Francs pour compter du 1^{er} février 1991.

Par application des dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué à Mme veuve AMEGANVI Ablavi (née COOVI), une majoration pour enfants au montant de DIX MILLE SEPT CENT CINQ (10 705) Francs pour compter du 1^{er} février 1991 au titre de son enfant :

Foligan, né le 13 avril 1953.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CINQUANTE UN MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT SEPT (51 387) Francs pour compter du 27 juillet 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Tété, né le 13 juillet 1970
 Kokoè, née le 22 janvier 1971
 Kayi, née le 02 octobre 1971
 Kayi A., née le 27 septembre 1974
 Tsotso, née le 10 avril 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AMEGANVI Foli Vioto, chargé de leur tutelle.

Approbation de rôles

Décision n° 106/DGI du 13/9/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

44 Sotouboua	Taxes prof.	373 639	
			373 639

Budget communal

44 Sotouboua	Taxes prof.	747 277	
			747 277
			<u>1 120 916</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de UN MILLION CENT VINGT MILLE NEUF CENT SEIZE Francs est fixée au 5 octobre 1992.

La présente décision prend effet à la date de sa signature.

Décision n° 107/DGI du 13/9/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1992 ci-après :

Budget général

54 Atakpamé	T.P.	13 886 791	
"	T.C.-I.R.	30 000	
			13 916 791

Budget communal

54 Atakpamé	T.P.	27 773 584	
"	T.C.-I.R.	19 500	
			27 793 084
			<u>41 709 875</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de QUARANTE UN MILLIONS SEPT CENT NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE QUINZE Francs est fixée au 5 octobre 1992.

La présente décision prend effet à la date de sa signature.

Décision n° 108/DGI du 13/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du quatrième trimestre exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

426 Lacs	I.R.P.P.	376 951	
"	I.S.N.	540 344	
"	T.C.-I.R.	16 155	
427 Lacs	T.P.	96 000	
428 Lacs	T.P.	47 452	
	T.S.F.C.B.	833	
			1 077 735

Budget préfectoral

426 Lacs	T.C.-I.R.	9 000	
"	T.C.S.	69 875	
"	Taxe civique	9 725	
427 Lacs	T.P.	192 000	
428 Lacs	T.P.	94 904	
"	T.S.F.C.B.	1 667	
			377 171
			<u>1 454 906</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 109/DGI du 13/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois d'août exercice 1993 ci-dessous :

Budget général

299 Lomé	I.R.P.P.	123 865 958	
"	I.S.N.	44 386 483	
"	T.S.	34 069 520	
300 Lomé	I.R.P.P.	18 627 104	
"	I.S.N.	6 760 451	
"	T.S.	9 160 423	
301 Lomé	I.R.P.P.	301 298	
"	I.S.N.	171 973	
"	T.S.	145 732	
			237 488 942

Budget communal

299 Lomé	T.C.S.	1 389 880	
300 Lomé	T.C.S.	385 967	
301 Lomé	T.C.S.	12 500	
			1 788 347
			<u>239 277 289</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 110/DGI du 13/9/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

430 Lomé	A.S.E.	405 000 000	
			405 000 000
			<u>405 000 000</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 111/DGI du 13/9/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois d'octobre exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

429 Lomé	I.R.P.P.-R.C.M.....	155 778 596	
			155 778 596
			<u>155 778 596</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 112/DGI du 13/9/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du mois de novembre exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

432 Lomé	I.R.P.P.	26 556 619	
"	T.S.	83 499	
"	I.S.N.	11 928 573	
"	T.P.	8 000	
"	T.F.	910 343	
"	T.S.F.C.B.	18 297	
"	A.S.E.	300 000 000	
			339 505 331

Budget communal

432 Lomé	T.P.	16 000	
"	T.F.	1 820 688	
"	T.S.F.C.B.	36 595	
"	T.C.S.	2 649 130	
			4 522 413
			<u>344 027 744</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 114/DGI du 13/9/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

20 Kloto	Taxes profession. ...	731 333	
			731 333

Budget communal

20 Kloto	Taxes profession. ...	1 462 667	
			1 462 667
			<u>2 194 000</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de DEUX MILLIONS-CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE Francs est fixée au 5 octobre 1992.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 115/DGI du 13/9/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1992 ci-dessous :

Budget général

37 Sokodé	I.M.F.-I.R.P.P.	1 564 600	
	I.R.P.P.	105 240	
	F.N.I.	391 150	
	I.S.N.	140 835	
	T.C.-I.R.	35 560	
38 Tchamba	I.R.P.P.	3 600	
	T.C.-I.R.	162 000	
	T.C.-I.R.	4 300	
	T.C.-I.R.	193 500	
			2 600 785

Budget communal

37 Sokodé	T.C.-I.R.	10 500	
38 Tchamba	T.C.-I.R.	84 000	
			94 500

Budget préfectoral

39 Tchamba	T.C.-I.R.	64 500	
			64 500
			<u>2 759 785</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT CINQ Francs est fixée au 5 octobre 1992.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 116/DGI du 13/9/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts mois de novembre exercice 1992 ci-dessous :

Budget général		
431 Lomé	I.R.P.P.	140 232 015
"	I.R.T.R.	12 429 795
"	T.S.	24 280 454
"	I.R.P.P.	1 933 293
"	T.F.	41 500
"	I.S.N.	39 110 642
"	F.N.I.	24 419
"	T.C.-I.R.	201 125
Budget communal		218 253 243
431 Lomé	T.C.-I.R.	201 125
"	T.F.	83 000
"	T.C.S.	1 212 999
"	T.O.M.	50 649
		<u>1 547 773</u>
		219 801 016

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 117/DGI du 13/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois d'août 1992 ci-dessous :

Budget général		
304 Lomé	I.R.P.P.	2 800
"	I.S.N.	19 975
"	T.C.-I.R.	32 250
305 Lomé	I.R.P.P.	932 650
"	I.M.F.-I.R.P.P.	380 000
306 Lomé	I.S.N.	51 345
"	I.R.P.P.	28 745
		1 447 765
Budget communal		
304 Lomé	T.C.-I.R.	10 750
"	T.C.-I.R.	66 000
		<u>76 750</u>
		1 524 515

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 118/DGI du 13/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de juin exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
40 Lomé	I.R.P.P.	5 063 497
"	T.S.	1 659 759
"	I.S.N.	1 614 714
41 Lomé	I.R.P.P.	2 000
"	T.C.-I.R.	4 500
"	I.S.N.	9 600
		8 354 070
Budget communal		
40 Lomé	T.C.S.	169 875
41 Lomé	T.C.-I.R.	1 500
		<u>171 375</u>
		8 525 445

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 119/DGI du 13/9/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
36 Lomé	Taxes profession. ...	3 242 594
		3 242 594
Budget communal		
36 Lomé	Taxes profession. ...	6 485 188
		<u>6 485 188</u>
		9 727 782

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT SEPT MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DEUX Francs est fixée au 30 août 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 120/DGI du 13/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de juin exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
27 Lomé	I.R.P.P.	2 326 769
"	T.S.	411 922
"	I.S.N.	686 033

28 Lomé	T.P.	4 333	
			3 429 057
	Budget communal		
27 Lomé	T.C.S.	40 750	
28 Lomé	T.P.	8 667	
			49 417
			<u>3 478 474</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 121/DGI du 13/9/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

33 Lomé	I.M.F.-I.S.	255 000	
"	F.N.I.	85 000	
34 Lomé	I.M.F.-I.S.	485 415	
"	I.S.	130 155	
"	F.N.I.	188 965	
"	T.B.M.	62 470	
			1 207 005
			<u>1 207 005</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de UN MILLION DEUX CENT SEPT MILLE CINQ Francs est fixée au 30 août 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 122/DGI du 15/9/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

35 Lomé	I.M.F.-I.S.	814 065	
"	I.M.F.-I.R.P.P.	7 221 515	
"	F.N.I.	2 380 515	
"	I.R.P.P.	5 860 760	
"	T.C.-I.R.	1 689 945	
"	T.B.M.	39 302	
"	T.S.V.P.S.	450 000	
"	I.S.N.	3 039 617	
			21 495 719

Budget communal

35 Lomé	T.C.-I.R.	283 500	
			283 500
	Compte hors budget 410-100		
35 Lomé	Pénalités	557 614	
			<u>557 614</u>
			22 336 833

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de VINGT DEUX MILLIONS TROIS CENT TRENTE SIX MILLE HUIT CENT TRENTE TROIS Francs est fixée au 30 août 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 123/DGI du 15/9/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

9 Atakpamé	T.F.	1 914 718	
10 Badou	T.F.	462 866	
11 Atakpamé	T.F.	3 093 035	
12 Ogou	T.F.	38 625	
			5 509 244

Budget communal

9 Atakpamé	T.F.	3 829 438	
"	T.O.M.	498 117	
10 Badou	T.F.	925 734	
11 Atakpamé	T.F.	6 186 072	
"	T.O.M.	809 073	
			12 248 434

Budget préfectoral

12 Ogou	T.F.	77 250	
			<u>77 250</u>
			17 834 928

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DIX SEPT MILLIONS HUIT CENT TRENTE QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT HUIT Francs est fixée au 30 août 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 124/DGI du 15/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
6 Dapaong	I.R.T.R.	1 966 316
7 Dapaong	I.R.P.P.	652 782
"	T.S.	87 936
"	I.S.N.	1 326 385
8 "	I.S.N.	22 946
		4 056 365
Budget communal		
7 Dapaong	T.C.S.	216 909
		216 909
budget préfectoral		
8 Tône	T.C.S.	1 500
		1 500
		4 274 774

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 125/DGI du 15/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts du mois de juin exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
29 Lomé	I.R.P.P.	176 354 635
"	T.S.	46 077 309
"	I.S.N.	26 527 722
30 Lomé	I.R.P.P.	97 000
"	T.C.-I.R.	33 250
"	I.S.N.	31 435
31 Lomé	T.P.	132 422
"	T.S.F.C.B.	166 666
		249 420 439
Budget communal		
29 Lomé	T.C.S.	605 875
30 Lomé	T.C.-I.R.	15 000
31 Lomé	T.P.	264 845
"	T.S.F.C.B.	333 334
		1 219 054
		250 639 493

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 126/DGI du 15/9/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts des mois de juin et

juillet exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
32 Lomé	Taxes profession. ...	42 780 705
		42 780 705
		42 780 705

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 127/DGI du 15/9/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts des mois de mars et mai exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
39 Lomé	I.R.P.P.-R.C.M.	241 360 686
		241 360 686
		241 360 686

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 128/DGI du 15/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts exercice 1993 ci-dessous :

Budget général		
9 Dapaong	I.R.P.P.	28 500
"	T.C.-I.R.	30 000
"	T.P.	26 300
"	T.S.F.C.B.	59 000
10 Tône	I.R.P.P.	60 250
"	T.C.-I.R.	94 500
"	T.P.	118 800
"	T.S.F.C.B.	15 000
		432 350
Budget communal		
9 Dapong	T.C.-I.R.	57 000
"	T.P.	52 600
"	T.S.F.C.B.	118 000
		227 600
Budget préfectoral		
10 Tône	T.C.-I.R.	187 500
"	T.P.	237 600
"	T.S.F.C.B.	30 000
		455 100
		1 115 050

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 129/DGI du 15/9/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts exercice 1993 ci-dessous :

Budget général

15 Tchamba I.R.T.R. 168 957

16 Sokodé	T.S.F.C.B.	81 666	
	Budget communal		250 623
16 Sokodé	T.S.F.C.B.	163 334	
			163 334
			<u>413 957</u>

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.